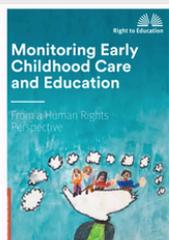


LE 16 AVRIL 2025, **RIGHT TO EDUCATION** (RTE) A PRÉSENTÉ LORS D'UN WEBINAIRE INTERNATIONAL SON **NOUVEAU GUIDE DE SUIVI DU DROIT À L'ÉDUCATION ET À LA PROTECTION DE LA PETITE ENFANCE (ECCE)**. CET ÉVÉNEMENT A RASSEMBLÉ UNE LARGE DIVERSITÉ D'ACTEURS VENUS DU MONDE ENTIER. ENSEMBLE, ILS ONT ASSISTÉ AU DÉVOILEMENT D'UN OUTIL AMBITIEUX ET ACCESSIBLE, PENSÉ POUR MIEUX RENDRE COMPTE DES PROGRÈS – MAIS AUSSI DES MANQUEMENTS – DANS LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT À L'ÉDUCATION DÈS LA NAISSANCE.



Monitoring Early Childhood Care and Education from a Human Rights Perspective.
16 April 2025
Rajakumar Michelsoomy
Right to Education Initiative

Un guide ancré dans les normes internationales des droits humains

Le guide proposé par RTE s'inscrit dans une tradition juridique et politique solide. Il repose sur **plusieurs instruments internationaux** qui reconnaissent et encadrent le droit à l'éducation, notamment la **Convention relative aux droits de l'enfant**, le **Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels**, ou encore la **Convention sur les droits des personnes handicapées**. Bien que certains de ces textes ne fassent pas toujours référence explicite à l'éducation préscolaire, l'interprétation des traités par les organes onusiens (observations générales, recommandations) a permis d'y intégrer progressivement l'enjeu de l'ECCE.

Le guide se réfère également aux engagements politiques pris par les États dans le cadre des **Objectifs de développement durable**, en particulier l'ODD 4.2, qui vise un accès universel à des services de développement de la petite enfance et d'éducation préscolaire de qualité.

Il s'aligne aussi sur le Cadre d'action Éducation 2030 et sur les recommandations de la **Déclaration de Tashkent** adoptée lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'ECCE (2022), qui insiste sur le **caractère fondamental de l'éducation dès la naissance** dans les systèmes éducatifs nationaux.

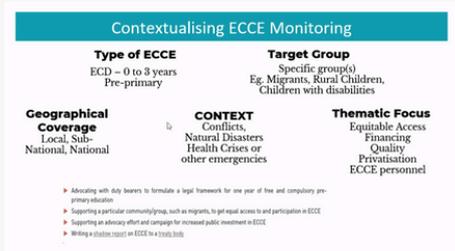
Tashkent Declaration and Commitments to Action for Transforming Early Childhood Care and Education

Adopted in 2022, encourages the international community and civil society organisations to continue the monitoring role to ensure the effective implementation of ECCE.

'Support national ECCE systems to ensure the quality, timely, and reliable reporting and monitoring of the guiding principles and strategies of this Declaration, developing capacities, tools and guidelines for countries in need of support, and providing advice and support for data-informed and evidence-based policy formulation and implementation.'

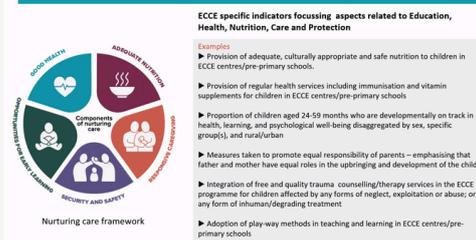
Une approche globale et intersectorielle de la petite enfance

L'une des originalités fortes du guide réside dans son **approche holistique** de la petite enfance, qui dépasse largement le cadre scolaire. L'ECCE y est envisagée comme un ensemble intégré de droits et de services touchant à la santé, à la nutrition, à la protection, à l'éducation et au développement de l'enfant, ainsi qu'au soutien des familles et des communautés. Il ne s'agit pas seulement de préparer les enfants à l'entrée à l'école, mais bien de leur **garantir un développement global**, respectueux de leur dignité, de leur rythme, et de leur contexte.



Cette approche exige une coordination **intersectorielle** forte. Le guide insiste sur le fait que **plusieurs ministères et institutions publiques ont un rôle à jouer** – éducation, santé, affaires sociales, finances, justice, etc. – et qu'un leadership clair est nécessaire pour piloter des politiques cohérentes. Il rappelle aussi que **l'État**, en tant que garant du droit à l'éducation, a la **responsabilité de mettre en œuvre des systèmes ECCE** qui soient publics, accessibles, inclusifs et de qualité.

Holistic Approach to Monitoring ECCE



Une structure méthodologique rigoureuse fondée sur des indicateurs précis

Le guide est structuré autour de **six grandes thématiques** : le cadre juridique et politique, la gouvernance, le financement, l'accès équitable, la qualité, et les systèmes de données.

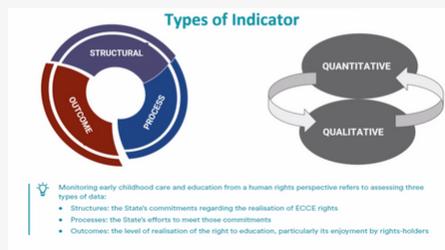
4. HUMAN RIGHTS INDICATORS FOR MONITORING EARLY CHILDHOOD CARE AND EDUCATION

- 4.1. Legal framework and policies on early childhood care and education
- 4.2. Equality, non-discrimination and inclusive access and participation in early childhood care and education
- 4.3. Quality in early childhood care and education
 - 4.3.1. Learning environment
 - 4.3.2. Learning process and content (pedagogy and curriculum)
 - 4.3.3. ECCE Personnel
- 4.4. Financing early childhood care and education
- 4.5. Early childhood care and education, Systems and services
 - 4.5.1. Governance and institutional framework
 - 4.5.2. Engagement with parents/primary caregivers
- 4.6. Privatisation of early childhood care and education



Pour analyser chacune de ces dimensions, le guide propose une **série d'indicateurs** fondés sur une typologie utilisée dans le suivi des droits humains par les Nations Unies.

Il distingue ainsi trois types d'indicateurs :



Les **indicateurs structurels**, qui mesurent l'engagement juridique et politique de l'État, comme l'inscription du droit à l'ECCE dans la constitution ou les lois nationales ; les **indicateurs de processus**, qui examinent les efforts déployés pour concrétiser ce droit, à travers les budgets, les politiques publiques, les dispositifs de formation ou de sensibilisation ; et enfin les **indicateurs de résultats**, qui permettent d'évaluer les effets concrets des politiques sur la vie des enfants, leur accès aux services, leur bien-être, ou encore l'évolution des inégalités

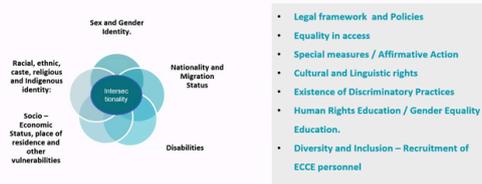
La force de cette approche réside dans sa capacité à **relier les engagements politiques aux réalités de terrain**, en montrant comment des lois ambitieuses peuvent rester sans effet si elles ne sont pas suivies d'actions concrètes, ou si les actions entreprises ne produisent pas les résultats escomptés.

Le guide encourage également à **contextualiser chaque indicateur selon les besoins locaux**, les groupes ciblés, ou encore les priorités nationales. Il offre ainsi une flexibilité d'usage, tout en maintenant une base méthodologique rigoureuse.

Une attention forte à l'inclusion, à l'intersectionnalité et à la justice sociale

Le droit à l'éducation ne peut être pleinement réalisé sans une attention particulière aux enfants historiquement exclus ou marginalisés. Le guide met en avant le **principe de non-discrimination** comme un fil rouge de toute analyse. Il invite à **désagréger les données** selon le genre, la localisation géographique (rural/urbain), la langue, la situation de handicap, l'origine ethnique, le statut migratoire ou encore la condition socio-économique. Cette approche permet d'**identifier les inégalités systémiques et les obstacles persistants à l'accès à l'ECCE**.

Non-Discrimination, Equality and Inclusion in access and participation



- Legal framework and Policies
- Equality in access
- Special measures / Affirmative Action
- Cultural and Linguistic rights
- Existence of Discriminatory Practices
- Human Rights Education / Gender Equality Education.
- Diversity and Inclusion – Recruitment of ECCE personnel

L'**analyse intersectionnelle** est également encouragée, en tenant compte des discriminations croisées. Le guide propose des **outils pour visualiser ces inégalités**, en rendant les chiffres parlants et en les rattachant aux obligations juridiques des États.

Un outil au service du suivi citoyen, de la planification et du plaidoyer

Le guide n'est pas seulement destiné à une lecture institutionnelle. Il est conçu pour être utilisé par un **large éventail d'acteurs** : gouvernements, bien sûr, mais aussi organisations de la société civile, syndicats, institutions de recherche, et agences onusiennes. Il propose des **grilles d'analyse**, des suggestions de **sources de données** (y compris issues du terrain), ainsi que des **exemples d'applications concrètes** : rédaction de rapports alternatifs (ou "shadow reports"), campagnes de plaidoyer, appui à des initiatives communautaires, mobilisation autour d'un financement accru.



En ce sens, le guide dépasse le cadre du simple diagnostic technique. Il devient un **outil d'action**, au service de la transformation sociale. Il a vocation à soutenir les mouvements qui luttent pour un système d'ECCE public, gratuit, inclusif et de qualité. Il est également pensé pour accompagner des réformes systémiques dans les pays où l'éducation préscolaire reste largement privatisée, sous-financée, ou absente de la législation.

Voix du terrain : les témoignages d'expert-e-s engagés

Plusieurs intervenantes ont pris la parole pour saluer la publication du guide et en illustrer les enjeux à travers leur expérience.

Angela Nabwowe, directrice exécutive de l'organisation ISER en **Ouganda**, a décrit une situation où l'ECCE est entièrement laissée au **secteur privé**, rendant l'accès à ces services très inégalitaire. Elle a souligné que ce guide leur serait extrêmement utile pour **documenter les lacunes de la régulation**, l'absence de financement public, les problèmes de qualité et la pénurie de personnel formé. En Ouganda, l'Éducation Act considère que l'État n'a qu'un rôle de supervision : ce type d'outil leur permettra d'**appuyer leurs actions de plaidoyer auprès des décideurs**.



Eva Lloyd, professeure émérite à l'Université de East London, a rappelé que même dans des pays à haut revenu comme le Royaume-Uni, où des cadres juridiques solides existent, le suivi reste essentiel. Elle a insisté sur la nécessité d'**observer à la fois les structures, les processus et les résultats, car les efforts des États ne produisent pas toujours les effets escomptés**, notamment en raison de la privatisation croissante des services de garde.

Enfin, **Rolla Mourné**, responsable du programme sur le droit à l'éducation à l'UNESCO, a replacé le guide dans une dynamique globale.

Selon elle, ce guide constitue un outil clé pour **renforcer les capacités nationales et traduire les engagements internationaux en actions concrètes** pour les enfants.

Un levier collectif pour transformer l'éducation de la petite enfance

Le guide de suivi du droit à l'ECCE proposé par Right to Education constitue un véritable **levier de transformation des systèmes éducatifs, fondé sur les droits humains, la justice sociale et la redevabilité**. Il affirme avec clarté que l'éducation de la petite enfance n'est pas une faveur ou un service secondaire, mais un droit fondamental qui engage la responsabilité des États.

Par sa rigueur, sa souplesse d'usage et son ambition politique, ce guide trace les contours d'un changement systémique, et réaffirme que garantir un départ équitable dans la vie à chaque enfant, c'est poser les bases d'une société plus juste, plus égalitaire et plus humaine. À ce titre, l'OMEP s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Elle partage les objectifs portés par ce guide, en contribuant à renforcer les capacités d'action, à diffuser les bonnes pratiques et à défendre une approche inclusive, participative et universelle de l'ECCE.

« Le guide de monitoring est plus qu'un outil technique : c'est une stratégie politique et participative pour garantir que l'éducation et la protection de la petite enfance ne soient plus traitées comme un domaine optionnel, mais comme une composante essentielle du droit à l'éducation. »

Rolla Mourné

Évènements à venir :

24 avril 2025 : dans la continuité de la réunion du 16 avril 2025. , la RTE organise un workshop consacré à l'ECCE et son nouveau guide.

OMEP France :

14 mai 2025 : webinaire sur la qualité de l'EPPE au regard des droits de l'enfant (OMEP-France) Retrouvez nos actualités [ici](#) !

